

report

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION MENA



RAPPORT No. 17
Novembre 2018
www.iemed.org

PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT SOCIOÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION MENA

14-16 octobre 2018, Tunis, Tunisie

Le Centre d'Études Stratégiques du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud (NESAs)¹, dans le cadre du programme d'études mené par les groupes de travail sous-régionaux de son réseau d'Études stratégiques (SSN)² a tenu son quatrième conférence NESAs-IEMED en partenariat avec l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed). Intitulé « **Promouvoir le développement socio-économique dans la région MENA : une boîte à outils pour répondre aux aspirations, aux attentes et à la pauvreté** », il s'est déroulé à Tunis (Tunisie) du 14 au 16 octobre 2018. Le principal objectif de la conférence « Promouvoir le



développement socioéconomique dans la région MENA » était de traiter les thèmes suivants : évolution des conflits et des enjeux régionaux, médias sociaux et radicalisation dans la région MENA, impact causé par l'absence de bonne gouvernance et de militance civique. Dans ce cadre, les participants se sont aussi penchés sur l'impact négatif croissant de problèmes d'un nouvel ordre sur la

¹ Near East South Asia Center for Strategic Studies.

² Strategic Studies Network.

sécurité de la région, à savoir le changement climatique, la question de l'eau et celle de l'alimentation, sans oublier pour autant que des facteurs tels que la faiblesse des développements nationaux et l'absence de réformes économiques sous-tendent, voire viennent accentuer, l'instabilité de la région et la propagation inquiétante de la radicalisation, notamment chez les jeunes. Les assistants se sont accordés à dire que, pour une action vraiment performante, il était indispensable de s'attaquer aux causes de ces problèmes, notamment en matière de bonne gouvernance, de développement économique et de lutte contre la corruption.

M. Guillermo Ardizone García, ambassadeur d'Espagne en Tunisie (ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération), a inauguré la conférence en faisant référence aux défis à relever par l'UE dans la région ainsi qu'à la crise/radicalisation de la jeunesse et aux initiatives européennes en matière de formation des jeunes et de croissance durable.

M. Josep Ferre, directeur général par intérim, M^{me} Lurdes Vidal, directrice du département Monde arabe et Méditerranée et M. Roger Albinyana, directeur du département Politiques régionales méditerranéennes et développement humain, tous trois de l'IEMed, sont intervenus en tant que modérateurs ainsi que la prof. Anne Moisan de NESAs et M. Osama Sghaier, membre du Parlement de la République de Tunisie. Chaque séance a été présentée par un binôme d'experts en politique dont les propos ont servi de point de départ à des débats ouverts, tenus dans le respect de la règle de Chatham House.

La conférence a accueilli 31 participants en provenance des neuf pays suivants : Algérie (2), Égypte (3), Allemagne (1), Israël (1), Libye (2), Maroc (8), Espagne (3), Tunisie (9) et États-Unis (2).

La conférence s'est déroulée sous la direction de la prof. Anne Moisan et de M. Roger Albinyana, directeur du département Politiques régionales méditerranéennes et développement humain de l'IEMed. Le programme a reçu le soutien de M. Fahad Malaikah, directeur des programmes du réseau d'études stratégiques (SSN), coordinateur des anciens élèves et coordinateur des

programmes outremer. Le travail de préparation de la conférence a été assuré par M. Daniel Ruiz-Giménez Coderch, expert de l'IEMed.

Faits saillants/observations du groupe de travail

Deux orages se sont abattus sur le monde arabe au cours des dix dernières années. D'abord, en 2011, ce fut le « printemps arabe » - dénomination optimiste d'un phénomène appelé plus tard, et de façon plus réaliste, « révolutions arabes » - et sa vague de soulèvements populaires qui menèrent à la chute de régimes autocratiques au pouvoir dans la région depuis de longues années. Ces mouvements de protestation pacifique nourrirent alors l'espoir de l'avènement prochain d'une nouvelle ère de démocratie dans la région arabe. Or, excepté en Tunisie, ils n'aboutirent qu'à des guerres civiles meurtrières ou à des retours à l'autoritarisme le plus pur. Ensuite, en 2014, l'effondrement des prix du pétrole frappa durement le modèle de gouvernance des leaders régionaux, le modèle rentier, sur lequel reposait leur pouvoir. Depuis lors, la baisse des prix du pétrole rend beaucoup plus difficile pour les régimes en place de financer des budgets sociaux plus que généreux, de maintenir un appareil bureaucratique démesuré, d'acheter, si nécessaire, les élites et de continuer à reporter sine die des réformes longuement attendues.



La conférence NESAS-SSN-IEMed a rassemblé des chercheurs de haut niveau travaillant auprès de différents think tanks et centres de recherche d'Afrique du Nord, du Levant et d'Europe, tous membres du réseau SSN de NESAS ou

d'EuroMeSCo (groupe de plaidoyer, de dialogue et de recherche euro-méditerranéen). Ils se sont réunis pour analyser les tendances socioéconomiques actuelles de la région MENA et pour offrir des approches et des recommandations politiques pour l'avenir. Les thèmes traités par la conférence ont fait l'objet de six séances principales :

1. Dynamiques des conflits et enjeux régionaux ;
2. Médias sociaux et radicalisation de la jeunesse à l'ère numérique ;
3. Bonne gouvernance et militance civique dans la région ;
4. Problèmes d'un nouvel ordre en termes de sécurité : le changement climatique et la question de l'eau ;
5. L'impact de l'économie et du développement national sur les processus de réformes et la stabilité des États ;
6. Acteurs internationaux et conflits régionaux : intervention croissante de la Russie, de la Chine et des pays Golfe dans la région.

1. Dynamiques des conflits et enjeux régionaux

Le contexte est marqué par d'importants enjeux régionaux tels les déplacements de population, le changement climatique et les tendances démographiques négatives en Afrique. Les crises qui frappent la région ne sont pas isolées, il s'agit plutôt de conflits imbriqués les uns dans les autres, qui ne peuvent être résolus que si les pays décident de collaborer. À cet égard, les intervenants ont exprimé leur confiance en la promotion du multilatéralisme, le considérant comme le meilleur instrument de gestion de l'interdépendance croissante des pays de la région.

À ce propos, l'Espagne a tenu, le 8 novembre 2018, une conférence de ministres qui a rassemblé les ministres des Affaires étrangères de 43 pays de l'Union pour la Méditerranée ainsi que d'autres représentants des pays du Nord et du Sud de l'espace méditerranéen. Parmi les grands enjeux discutés en cette occasion, il faut souligner celui d'une meilleure intégration des jeunes dans les sociétés du Sud de la Méditerranée en vue d'un grand bond en avant en matière de développement, d'un renforcement de la stabilité et d'une croissance durable.

Ces efforts devraient se concrétiser dans l'adoption de politiques à même d'assurer le bien-être, la productivité, l'autonomie et de l'esprit civique des populations jeunes ainsi qu'une croissance soutenue et durable à long terme accompagnée d'une meilleure distribution de la richesse. Finalement, la conférence a mis l'accent sur le rôle stratégique et primordial que pourrait jouer la Tunisie pour assurer un partenariat long et prospère entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

Quant aux participants à la conférence, ils ont soulevé deux questions récurrentes de nos jours : d'une part, la continuité du « statu quo » et, d'autre part, le fait que les approches/tactiques traditionnelles visant à relever les défis sécuritaires (tel le terrorisme), qui auraient pu fonctionner dans les années 1980/1990, ne sont plus efficaces à présent. La plupart des pays manquent d'une vision/identité étoffée et continuent à pâtir d'immobilisme. Les prédictions des assistants, bien qu'un peu catastrophistes, se fondaient sur le fait que, jusqu'à présent, les États de la région n'ont pas été capables de suivre le rythme des changements qui se présentaient à eux. Confrontés à des « crises de régime », ces pays ont préféré revenir progressivement à la stabilité et se sont orientés vers de nouvelles formes d'autoritarisme. Cette évolution a abouti à un ralentissement des réformes, voire à leur arrêt définitif. Alors que les participants européens étaient plus optimistes, les acteurs régionaux semblaient résignés à voir les choses empirer dans leurs pays et, en général, dans la région. « Les États n'évoluent pas suffisamment, tout simplement... »

2. Média sociaux et radicalisation de la jeunesse à l'ère numérique

Les autorités des pays de la région ont souvent tendance à considérer les jeunes comme un facteur d'instabilité, comme un point négatif, alors que les djihadistes les traitent comme s'ils étaient la solution aux problèmes. Par ailleurs, la jeunesse n'est plus simplement une question d'âge, mais de conditions sociales (emploi, mariage, émancipation...) et la jeunesse « prolongée » est devenue « la norme » de nos jours. Les médias sociaux font partie intégrante de cette nouvelle culture « jeune » où la technologie offre le couvert de l'anonymat et crée des publics insensibles aux dures réalités de la vie qui les entoure.



Le défi de la jeunesse arabe est de trouver, gagner et occuper sa place dans la société dans un environnement pour le moins inhospitalier. Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que les conflits, perçus ou non, interfèrent avec la vie personnelle et familiale et l'environnement local, régional, national et global. Dans de telles circonstances, une réalité « différente » telle que celle proposée par les djihadistes/extrémistes est souvent très attrayante.

Traiter des médias sociaux et de la radicalisation de la jeunesse amène à penser aux challenges et aux contradictions qu'ils engendrent. Bien que la technologie des médias sociaux soit neutre, c'est un instrument très efficace pour éduquer, convaincre, enrôler et rassembler des personnes partageant les mêmes idées. Le phénomène de la surexposition aux médias sociaux et de l'accès à « d'autres réalités » peut devenir très difficile à maîtriser s'il se produit, en outre, dans un contexte de faiblesse socioéconomique. L'incapacité des États à maîtriser ces nouvelles technologies les place en situation de désavantage dans leur lutte contre la radicalisation qui, elle, déploie des moyens très efficaces. En tant qu'outil de radicalisation, les médias sociaux servent à isoler les individus et à accélérer le processus du lavage de cerveau. Le challenge pour les gouvernements est donc de savoir comment travailler avec les plateformes sociales de la façon la plus performante possible, comment créer/appeler à un message alternatif non violent et comment atténuer la méfiance des institutions publiques tout en forgeant un nouveau contrat social.

Il existe des signes évidents de tensions croissantes entre l'État et la jeunesse, le premier n'étant pas vraiment disposé à réserver une place à la seconde ou à partager avec elle son pouvoir politique. Disposant d'opportunités d'emploi bien trop réduites, de nombreux jeunes de la région rejettent complètement les concepts d'État, de citoyenneté et de participation politique pour embrasser la *netizenship*, c'est-à-dire la citoyenneté du net, un lieu où ils font connaissance avec des personnes partageant leurs idées ou appartenant à des sous-cultures dans lesquelles ils se sentent à l'aise, ce qui développe en eux un sentiment d'appartenance. Par ailleurs, alors que les jeunes perçoivent un écart entre les discours et les actions de l'État/de la société, les organisations terroristes leur offrent un parfait synchronisme entre discours et actions. L'État islamique leur propose, en effet, une vision alternative, un gouvernement opérationnel et répond à leurs plus anciens griefs, ceux-ci alimentant la victimisation et étant utilisés pour renforcer les liens avec les discours djihadistes contre l'État ou contre « l'autre ». Les djihadistes connaissent parfaitement les sujets capables de motiver la jeunesse, à savoir : l'échec des gouvernements à répondre à leurs attentes, la corruption et la marginalisation, la justice sociale et la nécessité d'un nouveau contrat social.

Durant les discussions, différents problèmes ont été signalés, à savoir : la crise des institutions publiques et privées ; le fait que les groupes extrémistes offrent davantage que les institutions ; l'échec des espaces de socialisation (famille-école-mosquée) ; éducation > marché du travail versus éducation > marché des valeurs ; le besoin d'accroître la participation à la vie publique ; l'intégration de l'islam politique ; l'absence de politiques en faveur des jeunes dans les agendas gouvernementaux ; l'absence de modèles bien définis de profils radicalisés.

Par-dessus tout, le débat a dévoilé l'existence d'un important décalage entre la citoyenneté et l'État, la jeunesse et les adultes, ainsi que la continuité d'un contrat social obsolète.

3. Bonne gouvernance et militance civique dans la région

Ayant abordé de nombreuses questions liées à la bonne gouvernance au cours

des discussions de la deuxième séance sur la radicalisation des jeunes, le débat de la troisième séance a évolué vers les problèmes et les échecs connus par les gouvernements et les sociétés, à savoir : la léthargie dont font preuve les partis et les syndicats traditionnels, l'absence d'une vision nationale et d'une compréhension du concept de « citoyenneté », l'échec des gouvernements en matière de gestion des affaires de l'État, l'absence de transparence et de reddition de compte et le manque de contrôle de la corruption. Les réactions des participants ont été des plus diverses avec des remarques comme « les sociétés civiles sont [...] des sources de financement pour les terroristes » ou « que faire avec 45 000 ONG dans un seul pays [Égypte] ».

Une vive inquiétude s'est manifestée à propos du degré d'implication (ou absence d'implication) des organisations de la société civile (OSC) dans les prises de décisions publiques – laquelle permettrait d'accroître la reddition de compte dans tous les pays de la région – ainsi qu'à propos de l'affaiblissement du rôle des organisations syndicales. Les relations entre les administrations publiques et les citoyens ne se sont pas améliorées et, dans la plupart des cas, sont très mal perçues, ce qui nourrit les frustrations. Cette situation a incité les citoyens à intervenir dans la vie publique en utilisant de nouveaux moyens, comme Internet ou les médias sociaux, où ils expriment leurs revendications sociales et parviennent à atteindre et mobiliser le plus grand nombre possible de personnes.



Quelques participants ont fait part de leurs inquiétudes relatives à l'évolution de la société civile, celle-ci, selon eux, se caractérisant par sa dépendance par rapport aux partis politiques et à l'État ou brillant par son absence. De plus, la militance sociale, jadis axée sur des valeurs « post-matérialistes », s'intéresse dernièrement à des valeurs matérialistes. À cet égard, plusieurs participants ont souligné le fait que les organisations de la société civile ne jouent pas le même rôle que les partis politiques et que, de ce fait, elles devraient se maintenir à l'écart de ceux-ci, tandis que d'autres experts ont prôné que les OSC devraient être capables d'influer sur la sphère politique, mais en conservant l'indépendance de leurs structures.

Alors qu'ils considèrent les sociétés civiles comme une source d'emplois (occupant 10 à 13 % de la population), voire comme la source d'emplois principale de leur pays, les experts estiment que le cadre juridique, la transparence et la reddition de compte de ces sociétés suscitent des questions, notamment dans le cas des grands donateurs internationaux.

En ce qui concerne le débat sur la mise en application des quotas de participation des femmes et des jeunes, les points de vue étaient partagés, certains doutant que ce procédé soit efficace ou qu'il faille changer la démographie des partis politiques ou de répartir autrement les postes gouvernementaux. Nombre d'assistants pensent que placer des femmes ou des jeunes non qualifiés à des postes de responsabilité fait plus de mal que de bien tandis que d'autres prônent que c'est la seule façon de débiter/forcer un processus d'intégration.

4. Problèmes d'un nouvel ordre en termes de sécurité : le changement climatique et la question de l'eau

Au fil des ans, la limite entre les problèmes sécuritaires « durs » et « doux » s'est estompée. Les pays ne peuvent simplement plus se permettre le luxe de faire face aux uns en faisant abstraction des autres. D'un côté, nous avons vu des gouvernements vaciller à cause d'émeutes de la faim, de catastrophes naturelles, de migrations illégales, de sécheresse, etc. De l'autre, il existe très peu de domaines (le changement climatique, les épidémies) sur lesquels seules les instances mondiales ou régionales peuvent agir. Quant au rapport existant entre

le changement climatique et la sécurité, il faut dire que les conflits violents n'ont jamais de causes uniques, mais se développent dans des contextes extrêmement complexes et de façon imprévisible. « Le changement climatique est un facteur de multiplication des risques. » Dans tous les cas, le pouvoir des institutions locales et régionales en la matière et leur capacité à trouver des solutions et à les négocier sont primordiaux.

Pour illustrer cette complexité, citons l'extrême sécheresse qui a frappé la Syrie dans les années antérieures à 2011 et l'exode qu'elle a provoqué chez les familles rurales, contraintes de quitter la campagne pour la ville. Cette sécheresse, qui fut fort probablement une anomalie due au changement climatique, est souvent considérée comme une cause majeure de l'explosion de violence qui a donné lieu à la guerre en Syrie et ferait donc de celle-ci un conflit « climatique ». On peut en dire autant des émeutes de la faim qui ont éclaté en Afrique du Nord et ont failli renverser certains gouvernements. Nombreux sont les experts qui rejettent ces analyses, les trouvant trop « simplistes », mais qui ne nient pas pour autant que le changement climatique ou les problèmes de sécurité « doux » ont joué un rôle dans les événements cités. En ce qui concerne la Syrie, ils signalent plutôt, comme cause de la misère et de l'exode de centaines de milliers de familles rurales, les effets catastrophiques des politiques agraires syriennes et le retrait des indemnités allouées aux agriculteurs au moment le plus sévère de la crise. L'Égypte, de même, a été citée. En effet, s'il est probable que la flambée des prix des aliments causée par la crise alimentaire de 2008 ait largement contribué au malaise social connu à l'époque, elle n'est certainement pas la cause principale du printemps égyptien.

Les assistants se sont accordés à dire que, dans certains contextes, l'impact du changement climatique sur l'accès aux ressources naturelles et aux moyens de subsistance pourrait bien être l'un des facteurs ayant engendré des conflits à causes multiples. Ce que personne ne peut remettre en cause, de nos jours, est le rôle croissant des problèmes de sécurité d'un nouvel ordre dans les conflits et les bouleversements régionaux. À ce propos, les facteurs environnementaux menacent particulièrement la sécurité des États arabes traditionnellement faibles, malgré le fait que ces mêmes États tentent d'isoler les composantes politiques et

militaires de leur sécurité. Ces questions d'un nouvel ordre jouent un rôle de plus en plus grand dans la sécurité mondiale. À la prévalence des problèmes de sécurité traditionnels – croissance des flux migratoires ou nouvelles formes de terrorisme – dus à la faiblesse des États, il faut ajouter l'impact du changement climatique, le risque de « guerres de l'eau » (suite à une concurrence croissante concernant les eaux transfrontalières) et l'incertitude en matière de sécurité alimentaire. Tous ces éléments représentent une menace directe au bien-être des personnes vivant dans la région méditerranéenne et doivent être pris très au sérieux par les décideurs dans leurs politiques de sécurité. Ils nous rappellent également combien il est important de travailler au renforcement de la coopération et de la gouvernance régionale.

Certaines initiatives envisagées dans la région pour accélérer les processus d'adaptation et de partage sont dans le droit fil des Accords de Paris 2015, bien que la nécessaire promotion de l'économie verte soit entravée par l'absence de coordination régionale. Malgré tout, on trouve dans la région quelques exemples de gouvernements qui ont mis en place des conditions favorables au développement de l'économie verte, par exemple en amendant leurs lois, en mettant en place une réforme fiscale ou en établissant des partenariats entre les universités, le secteur privé et le secteur public.

D'autres sujets : la pénurie d'eau, le nexus sécurité alimentaire-eau-énergie, les perspectives de montée des eaux de la mer Méditerranée et la dépendance des pays arabes à l'égard des importations de produits alimentaires ont également été évoqués tout au long de cette séance.

Nos collègues européens ont souligné le fait que le multilatéralisme pose problème en matière de mise en application de la déclaration de Paris. De plus, il est évident qu'il existe une asymétrie entre les points de vue des universitaires et ceux des gouvernements. Tandis que les uns tentent de résoudre les problèmes à court terme, les autres ont souvent bien du mal à traduire leurs propositions techniques dans un texte compréhensible pour les décideurs. Il a même été suggéré qu'une « diplomatie scientifique » pourrait aider à combler cet écart entre les deux groupes.

Finalement, selon le groupe, si une approche pragmatique et holistique ne vient pas aider à intégrer le nexus « changement climatique-eau-sécurité alimentaire » dans les initiatives politiques, il est difficile que des progrès significatifs soient réalisés. Nombre des actions à entreprendre ne peuvent pas attendre la résolution d'autres conflits politiques en cours dans la région ; par conséquent, il ne reste plus à l'opinion publique, aux élites et aux think tanks qu'à continuer à faire pression sur les décideurs politiques de la région.

5. L'impact de l'économie et du développement national sur les processus de réformes et la stabilité des États

L'absence de stabilité dans de nombreux pays de la région MENA est souvent mentionnée quand on aborde le sujet de la lenteur de la mise en application de programmes de réformes vastes et durables. On se pose alors la question de savoir si les réformes sont possibles sans ou avec peu de stabilité ou s'il faut privilégier la stabilité plutôt que la démocratie pour obtenir un bon développement économique.



Cette séance s'est penchée sur les modèles de développement structurel et à long terme ainsi que sur les développements récents des économies des pays du Sud de la Méditerranée, car notre but était de mieux comprendre les obstacles qui entravent les réformes. En général, le développement économique dans la région MENA dépend des prix des produits de base à l'importation et de la

demande extérieure de biens issus de la région MENA. De ce fait, depuis 2010, la croissance économique s'est considérablement détériorée et a conduit à une hausse du chômage ou du sous-emploi des ressources humaines dans les économies méditerranéennes. Cette situation a conduit à un modèle de croissance économique non inclusif qui, non seulement, exclut du marché du travail un vaste segment de la main-d'œuvre – notamment les jeunes – mais, en outre, maintient la participation professionnelle féminine à des niveaux assez faibles, accentuant les inégalités compte tenu du taux de la population féminine par rapport à la population totale.

L'importation massive de biens et services en provenance de pays situés hors de la région n'est pas contrecarrée par l'activité de secteurs économiques clés, comme le tourisme ou l'envoi de fonds, ce qui provoque une aggravation du déficit structurel de la balance commerciale dans nombre de pays du Sud de la Méditerranée. De surcroît, les conflits de longue durée et les différends politiques non résolus ont, de même, détérioré les conditions nécessaires à un développement économique durable et provoqué des migrations économiques massives.

On peut s'attendre à ce que le chaos politique continue en raison des bouleversements d'ordre politique et social, de la faiblesse et de la médiocrité de la gouvernance ainsi que des conflits internationaux qui semblent devenir monnaie courante. Les prix des produits de base resteront faibles causant ainsi l'éclatement des classes dirigeantes dans de nombreux pays ainsi qu'un vide au niveau de gouvernement, qu'il sera impossible de remplir de façon traditionnelle. Dans de nombreuses régions, on assistera à un vide du pouvoir et l'autorité centrale sera remplacée par d'autres groupes nationaux et transnationaux. Associé à un ralentissement économique persistant, à un mécontentement croissant au sein de la population, à la faiblesse des acteurs de la société civile ainsi qu'à la pression démographique, notamment chez les jeunes, ce phénomène mènera probablement à des situations de conflits et de fragmentations. L'instabilité croissante de cet environnement est susceptible de déclencher l'intervention de nouveaux acteurs étrangers, notamment de la Russie et de la Chine.

Dans de nombreux pays, depuis 2014, les réformes institutionnelles ont ralenti ou se sont inversées. Quand elles existent, ces réformes sont arrivées soit tardivement, soit sous la pression des puissances étrangères. La nouvelle vague d'autoritarisme, les conflits non résolus et persistants et le creusement des inégalités économiques sont des entraves aux réformes clés à entreprendre dans la région. Actuellement, les pays composant la région se trouvent à des stades différents d'évolution ou de transition, certains avançant dans la bonne direction, d'autres opérant des retours en arrière. Les réformes économiques structurelles sont importantes, de même que le développement local dans les zones frontalières et le milieu urbain. Or, il est pratiquement impossible de fixer des priorités en termes de réformes, tout le territoire étant devenu important (le centre, la périphérie, au niveau national, local...).

Cette séance a aussi fait référence à de nombreux débats sous-jacents liés à la nécessité de mettre en œuvre un programme de réformes à même d'englober les objectifs durables et les principes de la sécurité des personnes, de lutter contre la corruption, de réduire la bureaucratie, de promouvoir la décentralisation au sein des pays et, éventuellement, de créer un nouveau contrat social entre les États et leurs sociétés. Toutefois, les participants issus de la région n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le fait de savoir si la décentralisation était une bonne option ou un moyen de se soustraire à l'autorité et de nuire à l'État. Nombre d'entre eux ont fait preuve de pragmatisme et accepté le fait que la sécurité et la stabilité devaient continuer à être des priorités, même au détriment des réformes.

6. Acteurs internationaux et conflits régionaux : intervention croissante de la Russie, de la Chine et des pays Golfe dans la région

La participation et le soutien financier de certains acteurs internationaux – la Russie, la Chine et les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats arabes réunis et Qatar) – ont étendu leurs tentacules par-delà les frontières nationales et à travers les sous-régions. Une connivence présumée entre des éléments radicaux et des fonctionnaires alliés aux gouvernements internationaux indique la présence de réseaux de trafic d'influences franchissant les frontières des États en transition et des États en conflit. Plus les acteurs profitant d'activités illicites et d'interférences

dans les affaires intérieures des États de la région sont nombreux et diversifiés, plus ces intérêts s'enracinent. Comme l'a commenté l'un des participants : « ... les acteurs internationaux apportent de la volatilité, de l'incertitude, de la complicité et de l'ambiguïté ». Le Moyen-Orient est, de par lui-même, instable et les acteurs internationaux sont en train d'utiliser la région pour y mener leurs intrigues, comme s'il s'agissait d'un jeu par personnes interposées, compromettant tout effort positif.

Alors que le rôle de la Chine est considéré comme anodin par de nombreux experts, l'implication de la Russie n'a rien d'innocent à leurs yeux. Depuis 2011, l'Arabie Saoudite, l'EAU et Qatar déploient, comme jamais auparavant, de nombreuses activités dans la région, certaines bien accueillies, d'autres sur demande et d'autres non désirées. La présence du triangle Chine/Golfe/Russie est perçue comme une riposte au retrait américain (réel ou supposé) de la région. Souvent, ces acteurs sont considérés comme des créateurs ou des continuateurs de conflits ne tenant aucun compte des conséquences, à long ou court terme, que leurs actions sont susceptibles d'engendrer. Aucun d'entre eux ne semble vouloir offrir de solutions politiques ou s'engager en faveur de la paix, comme on a pu le voir en Syrie, au Yémen ou en Libye.



Cela dit, dans un certain nombre de cas, ces pays ont des liens économiques, religieux, sociaux et politiques avec la région qui remontent à de longues années.

Par exemple, l'Égypte entretient des relations diplomatiques avec la Russie depuis 75 ans ; la Chine, pour sa part, entretient des rapports commerciaux florissants avec de nombreux pays d'Afrique. Cela étant, dans de nombreux cas, la nature des relations entre ces acteurs internationaux et la région MENA est essentiellement transactionnelle. Sans une gouvernance bien organisée leur permettant de parer à la poussée des pays étrangers, la plupart des pays de la région tentent, au mieux, de rester neutres le plus longtemps possible, sauf s'ils doivent perdre un précieux appui financier.

La conférence a constitué un cadre où les experts en sécurité du réseau SSN de NESAs ainsi que les think tanks et les centres de recherche membres d'EuroMeSCo ont pu examiner et analyser les défis, traditionnels et d'un nouvel ordre, que devront relever les États-Unis, l'UE et les pays de la région MENA. Le programme était axé sur l'évolution des conflits et les enjeux régionaux, les médias sociaux et la radicalisation dans la région MENA, ainsi que sur l'importance de l'absence de bonne gouvernance et de la militance civique dans les pays de la région. Les experts ont aussi étudié l'impact négatif croissant de problèmes d'un nouvel ordre, tel le changement climatique et la question de l'eau et de l'alimentation. L'impact créé par l'insuffisance des développements nationaux et des réformes économiques, la stabilité dans la région et la croissance de la radicalisation des jeunes sont autant de questions qui viennent s'ajouter à la liste des défis auxquels sont confrontées les nations de la région MENA. Il a été constaté une nouvelle fois que le succès repose sur de sérieux efforts à déployer en matière de bonne gouvernance, de développement économique et de lutte contre la corruption. Le programme a pris fin sur un engagement de la part de NESAs-SSN et de l'IEMed d'affiner la recherche en matière de radicalisation et de menaces sécuritaires d'un nouvel ordre en entreprenant, en octobre 2019, un programme commun sur ces thèmes.

